

Gaza, cessez le massacre !

Israël doit respecter le droit international

En ce mois de janvier, des centaines de milliers de manifestants disent leur horreur des massacres qui se répètent en Palestine. Un blocus inhumain a poussé la population de la Bande de Gaza à la limite de la survie. Les bombardements de l'armée israélienne font des centaines de morts et des milliers de blessés.

Un nationalisme

Au XIX^e siècle, partout, et notamment en Europe, les nationalités triomphent. Des intelligentsias poussées par le désir d'émancipation des peuples et les intérêts des bourgeoisies, construisent (ou confortent) des ensembles sociaux spécifiques qui se définissent comme nations et exigent leur propre état. Souvent ces constructions idéologiques reposent sur des cohérences réelles ou supposées, culturelles, linguistiques, territoriales, religieuses.

La construction idéologique d'un peuple juif date de cette époque. Le mouvement sioniste est fondé. Cette construction a deux caractéristiques spécifiques : elle se construit sur une référence religieuse bien qu'elle ne soit pas un projet religieux et ne peut se référer à un espace géographique (une terre) particulière.

En 1947, les grandes puissances et l'ONU, traumatisées par les horreurs indicibles de la Shoah, mais non sans réticences, valident la création d'un état juif en Palestine, aux côtés d'un état palestinien. Mais si le peuple juif est « un peuple sans terre », la Palestine n'est pas, contrairement à ce que prétendent les sionistes, « une terre sans peuple ».

Expansion coloniale

Le peuple palestinien est alors impitoyablement chassé de ses terres. Les résistances et révoltes, les guerres locales et régionales qui s'en suivent voient la victoire de l'État d'Israël. La politique israélienne d'expansion coloniale, d'annexion des terres et des ressources palestiniennes s'appuie sur une stratégie de guerre permanente.

Dans cette logique, depuis 60 ans, le projet colonial de « Grand Israël » se poursuit, au mépris des résolutions internationales et du respect des droits des peuples. Où est le respect de la résolution 181 de l'ONU qui en 1947 prévoyait la création de deux États ? Où est le respect de la résolution 242 de 1967 qui demandait à Israël de se retirer des territoires occupés ? Où sont les accords d'Oslo qui devaient permettre la création de l'État palestinien en 2000 et de régler notamment la question de Jérusalem et celle des réfugiés palestiniens ? Où est le respect de l'arrêt de 2004 de la cour Internationale de Justice demandant le démantèlement du « mur de sécurité » ?

C'est l'existence même du peuple palestinien qui est menacée. Aucun peuple ne pourrait, sans réagir et résister, supporter cette stratégie d'écrasement et d'humiliation. Ce n'est pas l'aide humanitaire que demandent les palestiniens. Ce qu'ils veulent c'est la dignité, la liberté, des frontières ouvertes et sûres.

Lire la suite en dernière page

édito

En cette nouvelle année - pour laquelle Ecologie solidaire nous souhaite que la spirale de l'échec, dans laquelle s'enfoncé le monde, parte dans l'autre sens - force est de reconnaître que les signes sont sombres. C'est sans doute aussi ce qui explique la sortie tardive de cette lettre, qui couvre deux mois.

La crise financière, dont pâtissent d'abord les plus fragiles, la guerre insupportable menée par Israël, les attaques incessantes contre les services publics (écoles, hôpitaux...) et les libertés (embastillés de Tarnac...), les motifs d'indignation et de luttes ne cessent de proliférer.

Face à ces urgences, comment réagir ? Comment choisir les priorités ? Quelles actions privilégier ? C'est le dilemme auquel sont confrontés touTEs les militantEs, devant la multiplication des luttes à mener pour résister aux attaques contre tous les droits (environnement, sociaux, démocratiques, bref humains).

En France, la plupart des partis politiques de gauche ont tenu congrès. Même si des évolutions peuvent être constatées, ils ne paraissent pas en mesure de répondre aux enjeux du moment. La préparation des élections européennes en est un nouveau symptôme, où l'écologie tente de s'ériger en valeur rassembleuse dans une union sans contenu politique. Mais le reste de la gauche n'est pas plus porteur, perdu soit dans ses divisions, soit dans un rappel stérile à des valeurs insuffisantes, soit dans la seule cuisine politicienne.

Ecologie solidaire va continuer, dans les mois qui viennent, à agir pour que se regroupent les forces qui défendent les valeurs de l'écologie et de la solidarité, pour que s'élabore une alternative écologique, sociale et démocratique crédible et radicale.

Le Thor, commune sans OGM

Le Thor, commune de 7500 habitants du Vaucluse, s'est déclarée « sans OGM » par une délibération du 20 mai 2008. Un arrêté du maire, Jacques Olivier, a amené la pose symbolique d'un panneau l'annonçant le 4 octobre. Cette décision est motivée par la présence de nombreux agriculteurs bio sur la commune, de vins AOC et d'une zone Natura 2000, qui seraient tous menacés par la culture d'OGM.

Saisi par le Préfet, le Tribunal administratif de Nîmes, dans un jugement au fond, a validé la décision municipale le 5 décembre. Il a estimé que la commune était fondée à agir sur cette question, qui a un impact sur la santé et l'environnement. C'est une première victoire.

Les méandres de la future Fédération

La campagne des Européennes n'a pas fini de nous renvoyer en miroir nos propres tergiversations. Comment analyser cette difficile recombinaison de la gauche de la gauche où les contradictions internes n'épargnent ni les partis ni les individus ? Si les positionnements idéologiques étaient clairement répartis entre les frontières que constituent les organisations politiques, le rassemblement serait beaucoup plus simple car il est toujours possible d'assembler des morceaux homogènes. Et si chacun d'entre nous n'était pas traversé par des pensées sans ambivalences, nous n'en serions pas à nous torturer l'esprit et nous chamailler sur le net comme si ces échanges d'invectives parfois acerbes pouvaient provisoirement soulager nos déboires émotionnels provoqués par nos propres interrogations et hésitations. On parle d'autre part de ruptures à l'intérieur des partis, et pourtant les morceaux tiennent encore ensemble, comme l'ont révélé les récents congrès du PC et des Verts. C'est bien qu'une liaison fragilisée mais encore tenace empêche la dislocation : le Communisme pour les uns et l'Écologie pour les autres ? Ce qui rapproche les minoritaires du PC et des Verts n'est pas tant une référence commune forte, qu'une volonté d'ouvrir leurs forces politiques et de lutter contre le repli sur soi.

Ce qui nous amène à une difficulté supplémentaire que j'appellerai la question de l'intériorité/extériorité. Afin de trouver cette ouverture, ces minorités investissent dans des espaces externes à leurs partis où ils recherchent l'adhésion de militants sans attaches partidaires. Ainsi se créent et se recréent récemment des espaces où se côtoient des pendants de forces existantes et des individus isolés. Cette cohabitation n'est pas sans poser problème dans la mesure où les forces minoritaires se servent aussi de cette extériorité pour peser à l'intérieur de leurs propres organisations. On peut considérer que la Fédération s'inscrit dans cette logique. Au-delà de la nécessité d'utiliser cet espace pour renforcer leurs existences dans leurs appareils respectifs, on peut espérer cependant que la volonté de recréer de nouvelles synergies est aussi une des raisons de ce nouvel assemblage.

La difficulté du rassemblement à gauche réside également à trouver les espaces électoraux où il puisse libérer ses énergies. La rigidité imposée par les règles électorales constitue un véritable obstacle à cette recombinaison du panorama politique : contraintes imposées par le financement des campagnes électorales et contraintes imposées par la nécessité d'être visibles et lisibles par les électeurs pour prétendre gagner leurs confiances. Autant il est facile de se réunir dans des espaces politiques aux contours mouvants, autant il est difficile de se frayer des chemins dans un panorama électoral bien établi depuis des années. C'est le choc entre la souplesse et la mouvance des espaces politiques qui se font et se défont, et la difficulté à bousculer aussi facilement le champ électoral, qui crée, à chaque élection, les conflits souvent destructeurs de cette recombinaison politique.

Pour les écologistes le dilemme est encore plus fort dans la mesure où la question écologique a fortement penché ces dernières années vers des politiques d'accompagnement du capitalisme. Si pour les tenants de la régulation, il suffit pour sortir des crises actuelles, de sortir du capitalisme financier, il faut sortir du capitalisme tout court pour les autres. Pourtant tous ont en commun la prise de conscience qu'il y a une urgence planétaire et qu'il faudra bien faire décroître nos consommations d'énergie face à la finitude des ressources imposée par la nature. Cette prise de conscience n'apparaît pas centrale ni partagée avec autant de convictions parmi les autres forces antilibérales. Et puis il y a cette question de libéralisme politique que j'appellerais plus volontiers l'autodétermination des individus et cette exigence envers les pouvoirs publics qu'ils assurent aux individus la possibilité de peser eux-mêmes sur leurs propres existences. La nécessité non pas seulement de se réapproprier les moyens de production mais aussi la finalité des productions et de décider de ce qui est nécessaire et superflu, sans avoir à subir le diktat des multinationales ou de politiques publiques élaborées par une poignée de technocrates. C'est cette exigence de double émancipation publique et privée, qui est aussi au cœur des préoccupations écologiques. Comme l'est celle qui consiste à penser que si les droits sont universels, leurs applications doivent tenir compte d'un minimum de particularismes, sinon il n'y aura jamais d'égalités, autres que celles inscrites sur les murs des frontons. Et je conclurai par cette belle phrase que j'emprunte à Edgar Morin : « Il nous faut non plus opposer l'universel aux patries mais lier concentriquement nos patries familiales, régionales, nationales, européennes et les intégrer dans l'univers concret de la patrie terrienne ». Unir universalisme et territorialité c'est peut-être le défi principal qu'il nous reste à résoudre pour nous rassembler et préserver sur terre la biodiversité et la diversité culturelle.

Martine Alcorta

Création de la Fédération

La « Fédération pour une alternative écologique et sociale » a été portée sur les fonds baptismaux avant les vacances de Noël. Sur son berceau en guise de fées se sont penché des Communistes Unitaires, des Alternatifs et des écologistes de tout poils.

Dans un contexte de crise profonde de perspectives à gauche, il s'agit d'opérer un premier regroupement qui en appelle d'autres pour enfin créer du neuf et dépasser des appareils bien vermoulus. D'ores et déjà la fédération pourrait compter sur plusieurs milliers de militants, de nombreux élus locaux et plusieurs parlementaires. La méthode de rassemblement est originale. Il s'agit d'avancer en marchant, c'est à dire ne ne pas attendre la mise en place d'un corpus théorique achevé pour commencer à travailler ensemble. Chacun vient avec ses traditions et sa culture en s'efforçant de dégager ce qui fait consensus et produit du « commun ». Le contraire d'une construction par en haut ou quelques « sauveurs suprêmes » invitent les masses à se rallier. Le pluralisme est donc une donnée permanente qui fait sens pour l'avenir en étant persuadé qu'il n'y aura pas d'émergence d'une force significative si elle n'est pas capable de reprendre le meilleur par exemple des apports de l'écologie politique comme des courants autogestionnaires ou de ce qu'a pu représenter un communisme comme projet d'émancipation.

Pour nous la prise en compte de la « révolution écologique » par nos partenaires est la meilleure preuve des bouleversements en cours sur la scène politique de 2009.

Jean-Pierre Lemaire

Réunion nationale

Les 6 et 7 février se dérouleront un meeting national centré sur les questions internationales et européennes avec la présence de partenaires grecs et allemands et sans doute un(e) représentant(e) de l'autorité palestinienne, et le lendemain une première rencontre nationale.

Meeting à Montreuil, salle Marcel Dufrique.

Rencontre à l'Université de Saint-Denis).

Les ambiguïtés de la liste Europe Ecologie



Pour beaucoup de militants extérieurs aux Verts, le simple fait que DCB soit la vedette affichée de cette liste suffit à en faire une liste écolo-libérale. Certes Dany est capable de tout et s'est déjà fait remarquer par ses appels du pied au Modem au moment des présidentielles et plus récemment par ceux en direction de Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de Sarkozy.

Mais le problème va bien au delà de Dany. Cette liste est apparue comme une bouée de sauvetage pour un parti vert sonné par les 1,57 % de Dominique Voynet à l'élection présidentielle, conscient de la dépendance de plus en plus grande vis à vis du PS avec un nombre de listes autonomes aux municipales de 2008 moindre qu'en 2001, déprimé par l'immobilisme de la direction et ne supportant plus le repli identitaire impulsé par la secrétaire nationale et ses amis. Dans un premier temps, l'idée d'une liste dépassant les Verts et mettant au centre du débat européen le refus des politiques économiques libérales et la nécessité de la décroissance de l'empreinte écologique (tel que voté par le conseil national d'octobre sous l'impulsion des militants de la gauche des Verts), qui plus est en incluant José Bové, pouvait apparaître comme tentante. Mais, très vite, il est apparu que la direction des Verts était prête à tout accepter au nom de la perspective d'un score honorable en juin 2009. Non pour avoir des députés européens Verts, mais pour pouvoir négocier dans de bonnes conditions les prochaines élections régionales avec le PS.

Or il apparaît de plus en plus probable que le mode de scrutin des élections régionales va être modifié pour renforcer le bipartisme. Ensuite la dynamique promise n'est pour le moment pas au rendez-vous (à peine 4500 signatures en presque 3 mois et ce alors que les Verts revendiquent près de 8000 adhérents) et l'enthousiasme des militants est quelque peu douché d'autant que le processus de mise en œuvre de cette liste n'a pas grand chose de démocratique. Jusqu'à présent, les Verts français sont considérés comme des quasi « gauchistes » pour le reste des partis Verts d'Europe, notamment pour leurs positions sur les questions sociales et d'immigration et le refus d'envisager des alliances avec des partis centristes ou de droite. Le projet politique porté par Europe Ecologie consiste donc à les recentrer principalement sur l'environnement et à ne plus refuser des alliances politiques au centre ou y compris à droite comme en Allemagne où les Grünen sont en alliance avec la CDU dans certains land. Il est donc significatif que la majorité de la direction des Verts ait refusé de s'opposer à la présence du MEI dans le rassemblement et plus largement de toute force ou personne qui participe à des alliances à droite, même si finalement le MEI claque la porte à son initiative faute de poste éligible.

Le Manifeste du Rassemblement, rédigé par quelques personnes et non soumis au débat est aussi très représentatif du glissement, au

nom du rejet du productivisme, vers le refus de nommer le système économique actuel. La seule critique porte sur « le laisser-faire du libéralisme » auquel est opposé comme autre politique « celle de la responsabilité », « la nécessité que les sociétés humaines se ressaisissent » et d'« agir sur les structures de nos sociétés et travailler en même temps à une insurrection des consciences ». A lire ce manifeste, on a la désagréable impression que la responsabilité du paysan du fin fond de l'Afrique est la même que celle de la jet-set des pays du nord. Alors certes il nous faut changer nos modes de vie vers plus de sobriété, moins de gâchis pour tous ceux qui peuvent aujourd'hui consommer plus que nécessaire. Mais beaucoup d'habitants de cette planète sont encore dans la survie et les changements individuels de comportement ne suffiront pas à faire face à la crise. C'est bien une remise en cause en profondeur du système capitaliste en vigueur qui est nécessaire. On pourrait aligner les exemples de textes plus qu'ambigus que ce soit la profession de foi de DCB pour appeler les adhérents Verts à voter pour lui, une tribune de Jean-Paul Besset dans Mediapart ou les grands axes proposés pour le programme où la question sociale est réduite à la portion congrue.

L'ambiguïté repose aussi sur le fait de laisser croire que des mouvements associatifs soutiennent cette liste quant il ne s'agit que d'individus, puisque des associations dont ils sont originaires ne soutiennent jamais de listes aux élections. José Bové en place éligible permet d'escamoter les insuffisances de positionnement politique de la liste. Enfin deux projets cohabitent : celui consistant à renforcer les Verts et un autre prévoyant la constitution d'une nouvelle force politique à partir des comités Europe Ecologie, qui dans ce cas serait très clairement déportée vers le centre. L'issue de cette confrontation dépendra pour beaucoup du score de juin. C'est vrai qu'en dehors des Verts, pour les autres partis politiques l'écologie n'est encore trop souvent qu'un mot ajouté en fin de phrase ou de paragraphe et que les députés Verts au parlement européen sont encore souvent bien seuls sur certaines batailles environnementales. On pourrait à la rigueur accepter de faire l'impasse en se disant qu'il faut quelques députés écologistes pour que les thématiques environnementales ne soient pas absentes. Mais d'un autre côté, la lutte contre la poursuite de la libéralisation de pans entiers de l'économie, celle contre le démantèlement des quelques protections sociales non encore supprimées au niveau européen, celle contre la guerre et notamment contre le refus de l'intervention en Afghanistan sont tout aussi nécessaires. On se retrouve donc pour l'échéance européenne face à des projets politiques peu enthousiasmants et surtout pas à la hauteur des recompositions politiques nécessaires en France.

Martine Billard

Sur le site d'Ecologie solidaire
<www.ecologie-solidaire.org>,
voir également une note de lecture
sur *La crise*, de M. Aglietta, par Alain Coulombel.

Gaza..., suite de la première page

Arrêter le massacre !

Dans la guerre actuelle, les responsabilités israéliennes, mais aussi celles des USA et du Quartet pour le Moyen-Orient (Etats-Unis, Russie, Union Européenne, Nations-Unies) sont écrasantes. Les crimes de guerre israéliens sont rendus possibles par le soutien des grandes puissances, Etat-Unis en tête qui ne cessent d'octroyer aide financière, diplomatique et militaire à l'Etat d'Israël. L'Union européenne est particulièrement en cause. Elle a souscrit au blocus de la bande de Gaza tout en «rehaussant» récemment le partenariat avec Israël malgré la position du Parlement européen. A coup sûr, elle savait que sur un tel chemin il n'y aurait aucun accord global de paix fin 2008. Toute violence contre des civils, qu'il s'agisse de roquettes ou de bombes est une violation des conventions de Genève. Mais on ne peut renvoyer dos à dos la résistance palestinienne et une puissante armée d'occupation surarmée qui n'hésite pas à utiliser des bombes au phosphore et des bombes (américaines) à l'uranium enrichi. Le décompte macabre est sans appel : une dizaine de morts israéliens, soldats et civils, plus de 900 morts et des milliers de blessés palestiniens à Gaza. On ne peut condamner la reprise des tirs de roquettes et en même temps ne pas condamner la folle stratégie israélienne qui les provoque. Les dirigeants israéliens ont souhaité cette reprise pour mettre en œuvre leur opération militaire baptisée «plomb durci». Cette opération devait atteindre son paroxysme à la veille des élections législatives israéliennes et avant le changement de présidence aux Etats-Unis. C'est fait !

La sécurité d'Israël, l'élimination du Hamas comme force militaire et politique ne sont que des prétextes parmi d'autres. S'il faut refuser l'orientation fondamentaliste et la politique du Hamas, il faut souligner que les premiers responsables du désespoir palestinien, Israël et les grandes puissances, sont aussi les premiers responsables du contrôle qu'exerce le Hamas sur la bande de Gaza. Il appartiendra au peuple palestinien rétabli dans ses droits de lui enlever ou de lui confirmer les pouvoirs qu'il lui a confiés.

L'impunité dont bénéficie Israël depuis 40 ans est en fait une «prime» à la guerre et aux souffrances endurées par tous les peuples du Proche-Orient. Cette politique qui mène au chaos n'a que trop duré.

Pour la paix !

Il ne pourra y avoir de résolution globale du conflit, de paix durable et de prospérité pour tous les peuples de la région que dans le respect du droit international et dans le rétablissement du peuple palestinien dans ses droits légitimes et inaliénables. Le Conseil de sécurité, les grandes puissances doivent s'engager sur une voie responsable qui arrête la guerre et permette la paix. C'est son rôle fondamental. Il doit, en urgence, décider de l'envoi d'une force internationale pour s'interposer entre les belligérants. Ensuite, il devra faire appliquer, avec sanctions en cas de refus, les résolutions votées. Il est le garant de leur application effective.

Augustin Grosdoy

Le nouveau consensus de Washington

Sans surprise, le sommet du G20 à Washington qui devait jeter les bases d'un nouveau Bretton Woods, a accouché d'une souris. Ce résultat était prévisible tant il aurait fallu s'attaquer, non seulement à la suprématie des Etats-Unis sur le système financier international mais aux fondamentaux du capitalisme financiarisé : la libre circulation des capitaux, la titrisation, l'existence des paradis fiscaux, l'innovation financière ou les marchés de gré à gré... Or à l'issue de la réunion, la déclaration du sommet sur les marchés financiers et l'économie mondiale [1] réaffirme sa foi inébranlable dans les principes du libéralisme. Ainsi est réaffirmé l'engagement en faveur d'une économie mondiale ouverte, fondée sur le libre marché, le respect de la propriété privée, l'ouverture des échanges et des investissements, «la concurrence entre les marchés et des systèmes financiers efficaces et régulés de manière adéquate». Si les insuffisances en matière de régulation sont évoquées pour expliquer les «graves perturbations des marchés» (bel euphémisme quand ces perturbations se traduisent dès aujourd'hui par des centaines de milliers d'emplois supprimées, des pensions de retraite évanouies, du chômage partiel, des faillites, des expropriations...), c'est aussitôt pour prévenir des dangers d'une régulation excessive «qui entraverait la croissance et exacerberait la réduction des flux financiers».

Le plan d'action préconisé s'articule autour de cinq principes «inodores» : renforcer la transparence des marchés financiers (en particulier sur les produits financiers complexes) et la responsabilité, favoriser une régulation saine qui n'étouffe pas «l'innovation et encourage le développement des échanges de produits et services financiers», promouvoir l'intégrité des marchés financiers, renforcer la coopération internationale et enfin réformer les institutions financières internationales. Sans entrer dans le détail des préconisations à court et moyen termes, l'ensemble des actions marque un léger infléchissement du discours tenu par les responsables politiques mondiaux (on reconnaît la place des économies émergentes, la faiblesse des normes comptables internationales ou encore les manipulations illégales du marché...) mais rien qui ne s'attaque aux causes profondes de la crise globale actuelle : soit les mécanismes fondamentaux de la finance libéralisée ou le capitalisme financiarisé. Il faut lire, à cet égard, le dernier essai de F. Lordon [2] sur la crise des marchés financiers. Après avoir expliqué le fonctionnement de l'industrie financière, disséqué des produits aussi sophistiqués que les ABS ou les CDO, l'auteur énonce quelques propositions sans concessions pour en finir avec les crises financières : revoir les formules de rémunération des traders, limiter drastiquement la part titrisable des portefeuilles de crédit (mécanisme à l'origine de la crise des subprimes), nationaliser les entreprises de bourse ou encore interdire «toute transaction entre les opérateurs financiers de la zone européenne régulée et les entités des places offshore». Selon F. Lordon, la crise actuelle marque une crise structurelle du régime d'accumulation étasunien et pourrait signifier son délabrement général. Peu probable, dans ces conditions, que la moralisation du capitalisme (cet oxymore), dont on nous rebat les oreilles à coup de «green deal» ou de charte de bonnes conduites, ait quelque effet sinon placebo.

Alain Coulombel

[1] Disponible sur le site de la présidence de la République.

[2] Frédéric Lordon, *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières*, Raisons d'agir.



La Lettre de l'Ecologie solidaire est publiée sous la responsabilité de

Françoise Alamartine, Nicole Bertrand-Séris, Martine Billard, Yves Contassot, Alain Coulombel, Michel Evrard, Augustin Grosdoy, Simon Imbert-Vier, Marc Lasaygues, Jean-Pierre Lemaire, François Longerin, Kyra-Françoise Mas, Laurent Moccozet, Nazy Paysokhan, Christian Prébois, Michel Wilson

Vous pouvez nous contacter en envoyant un courriel à edition@ecologie-solidaire.org

Vous pouvez lire toutes les contributions de l'Ecologie solidaire sur le site www.ecologie-solidaire.org

Vous pouvez vous inscrire ou vous désinscrire à la version électronique de la Lettre de l'Ecologie solidaire en vous rendant sur le site <http://listes.ecologie-solidaire.org>